

# L'acte d'accusation d'Amnesty International

L'Humanité, 28 avril 1994, page 18

AMNESTY International a rendu public un véritable acte d'accusation à propos du Rwanda. L'organisation, basée à Londres, affirme tout d'abord que des responsables militaires et gouvernementaux ont donné l'ordre de tuer au Rwanda et la communauté internationale devrait intervenir pour empêcher les massacres. Amnesty indique que des groupes internationaux de défense des droits de l'homme ont parlé à tort d'affrontements tribaux, mais « si le conflit était purement ethnique, les forces armées à majorité hutue n'auraient pas exécuté plusieurs ministres hutus, dont le premier ministre Agathe Uwilingiyimana, et d'autres dirigeants de l'opposition ».

Amnesty accuse les forces gouvernementales d'avoir tué certains des 5.000 réfugiés regroupés dans un stade à Cyangugu, dans le sud-ouest du pays. Il affirme que le MRND, parti au pouvoir d'Habyarimana, a armé des membres de l'Interahamwe, son mouvement de jeunesse, pour qu'il tue les partisans du Front patriotique rwandais. Il met aussi en cause la Coali-

tion pour la défense de la République (CDR, alliée du MRND) et son mouvement de jeunesse Impuzamugambi.

« Ces derniers mois, Amnesty International a reçu des informations fiables selon lesquelles les autorités militaires et gouvernementales avaient fourni à l'Interahamwe et à l'Impuzamugambi des armes maintenant utilisées dans les tueries », dit la déclaration. « Les massacres en cours à Kigali et dans d'autres parties du pays sont perpétrés principalement par des partisans du MRND et du CDR, ainsi que par des membres des forces de sécurité, en particulier ceux de la garde présidentielle, de la gendarmerie et d'autres unités des forces armées rwandaises. » La plupart des tueries ont un but politique, priver les FPR et les partis opposés au MRND et au CDR de tout partisan ou sympathisant.

Amnesty met en cause la responsabilité de gouvernements étrangers, en particulier la France, l'Afrique du Sud et l'Egypte, qui ont vendu des armes au gouvernement rwandais.